

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 3

Artikel: La Suisse en Europe : quelles menaces? 2e partie
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345282>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse en Europe: quelles menaces ? (2)

Par le colonel Hervé de Weck¹

3.2. Les poudrières des Balkans

Le repli soviétique n'a-t-il pas fait renaître de leurs cendres les innombrables affrontements, traditionnels dans les Balkans? Si une certaine volonté d'unité se dégage en Europe de l'Ouest, les pays de l'Est vivent des problèmes de nationalités. Il existe des minorités hongroises en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, car, en 1920, le traité de Trianon a incorporé trois millions de Hongrois aux Etats issus du démembrement de l'Autriche-Hongrie. Roumains et Bulgares ont de vieux litiges, tandis que les habitants de la République soviétique de Bessarabie aimeraient bien rejoindre leur «patrie» roumaine. D'autres contentieux existent entre Polonais, Tchèques, Slovaques, Serbes, Croates, Slovènes, Bulgares, Albanais et Moldaves. Les Bulgares considèrent comme des leurs ceux qu'en Yougoslavie on appelle «Macédoniens» et qui sont en Grèce des «Hellènes de langue slave». A Sofia, la terminologie de Belgrade passe pour un moyen malhonnête de refu-



- Territoires contrôlés par les Croates
- Territoires contrôlés par les musulmans de Bosnie
- Territoires contrôlés par les Serbes
- + Bataillon de l'Onu
- F Bataillon français

ser les «justes» revendications bulgares.

Les gouvernements des pays de l'Est cherchent aussi à brader les surplus

d'armes dont ils disposent depuis la réduction de leurs forces armées. L'une des grosses incertitudes, c'est l'avenir d'industries de défense qui employaient en

¹ Voir RMS, février 1993.

1991 plus de 200 000 personnes. Leur effondrement aggraverait une situation économique et sociale déjà très problématique.

Avant la révolution de velours en Tchécoslovaquie, le 97% de la production se trouvait sous le contrôle de l'Etat, dont environ 110 entreprises d'armement représentant 2 à 3% de la production industrielle du pays. En 1987-1988, époque où la production d'armements atteignait son apogée, elle représentait 29 milliards de couronnes; en 1992, elle devrait tomber à 4 milliards. Le ministère fédéral de l'Economie estime que le nombre d'emplois dans ce secteur passera de 100 000 en 1988 à quelque 20 000 en 1993. Le gouvernement, qui désirait réduire ses exportations d'armes, a dû admettre que la situation ne lui permettait pas de mettre cette intention en pratique. Pour reconverter son complexe militaro-industriel, il lui faut des devises que seules des ventes d'armes peuvent fournir. En 1990, il existait des projets de vente de 1500 T-55 à l'Iran, de 300 T-72 à la Syrie.

Les capacités de l'industrie hongroise de défense apparaissent plus modestes. Un certain nombre d'entreprises appartenant à l'Etat ont été partiellement ou complètement privatisées, ce qui ne représentait pas plus de 15 % du produit intérieur brut au mois de

juin 1992. C'est la Hongrie, parmi les pays du «Triangle» qui attire le plus les investisseurs étrangers. Pourtant, la situation reste inquiétante. En juin 1991, le taux d'inflation s'élevait à quelque 38%; il devrait se situer dans les 20% pour l'année 1992.

De 1981 à 1990, la Pologne se situait au troisième rang des pays du Pacte de Varsovie pour les exportations d'armement, derrière l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. Actuellement, ses usines pourraient fabriquer annuellement 350 chars de combat, 600 véhicules blindés, 1000 véhicules à chenilles. La capacité atteint plusieurs centaines de milliers pour les obus d'artillerie, plusieurs centaines de millions pour les munitions légères. Cette surcapacité (de 60 à 80%) explique des tentatives de reconversion désordonnées et chaotiques. Dans le pays,

l'inflation atteignait 2000% à la fin 1989; en 1991, elle oscillait autour de 90%. La faiblesse des investissements étrangers, les problèmes posés par une restructuration ralentie par l'autogestion dans les grandes entreprises et dans les syndicats, voilà les difficultés majeures de l'économie polonaise. Dans les six premiers mois de l'année 1991, la production industrielle a baissé de 10%, les investissements de 13%, tandis que le chômage s'élevait à 10%².

3.3. Qui a peur de l'Allemagne?

Avec l'Allemagne unifiée, «le problème, selon la formule du chancelier Adenauer, n'est pas de savoir si les Allemands sont dangereux, mais de savoir si les voisins de l'Allemagne

Détérioration des économies à l'Est de l'Europe en 1991

Pays	Baisse de la prod. par rapport à 1990	Chômage (% pop. active)	Taux d'inflation
Pologne	17%	11%	70%
Tchécoslovaquie	12%	4-5%	30%
Hongrie	30%	7,3%	38%
Bulgarie	30%	8%	400%

² L'industrie de défense en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Pologne. Rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Atkinson. Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, document 1289, 8 novembre 1991.

les considèrent comme dangereux.»

Une épidémie de nationalisme, de néo-nazisme ne risque-t-elle pas de contaminer à nouveau les Allemands, surtout dans l'ancienne République démocratique allemande? Les événements de Rostock sont dans toutes les mémoires. Selon un sondage donné au Téléjournal suisse, le 19 janvier 1992, 1 Allemand sur 10 se déclarerait antisémite.

Les territoires polonais, anciennement allemands, qui bordent la ligne Oder-Neisse, semblent ne pas avoir changé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: les bâtiments portent encore les traces des combats, beaucoup de ruines n'ont pas été relevées. Les Polonais, qui y vivent depuis 1945, craignent de se trouver obligés de quitter leurs maisons à la suite d'un retour des Allemands, le «vide» économique et démographique de ces régions pouvant provoquer un «appel d'air». Ces gens redoutent la puissance technologique et financière de leurs voisins, car ils ne tiennent pas à connaître le sort des ressortissants d'Etats en voie de développement. A ce niveau, la peur peut s'avérer mauvaise conseillère... Les dix millions d'Allemands déplacés de Pologne après les accords de Potsdam accepteront-ils toujours la ligne Oder - Neisse ?

Quoi qu'il en soit, le quatrième élargissement de la

Communauté européenne, ouvrant la porte à la Suède, à l'Autriche, créera un centre de gravité encore plus «germanique».

3.4. Les Etats neutres

Certains Etats européens perpétuellement neutres semblent vouloir brader à n'importe quel prix leur statut et leur politique de neutralité qui ne leur paraissent plus une option crédible. Leurs gouvernements souhaitent une mise en commun de la sécurité à l'échelle européenne. Comment réagissent les citoyens concernés dans le secret de leurs réflexions? Dans le même temps, certains Etats, comme la Suède et la Finlande, augmentent les budgets de leur défense ou font l'acquisition d'un nombre important de F/A-18... De quoi peuvent-ils avoir peur, eux qui bordent la Baltique? Faut-il chercher un embryon d'explication dans le proverbe finlandais, «Un Russe est un Russe, même cuisiné au beurre»?

Selon Kaspar Villiger, les responsables des grands Etats européens comprennent et acceptent mal des Etats neutres qui passent pour des «profiteurs dans le domaine de la sécurité». Il est dans l'intérêt de la Suisse de participer activement à la solution des problèmes de sécurité qui se posent en Europe, puisqu'ils concernent tous les Etats, neutres ou pas. «En dynamisant notre neutralité, il faut obtenir plus de sé-

curité qu'en conservant notre politique actuelle.»

Dans notre pays, l'opinion se trouve en pleine incertitude, alors que se manifestent des attitudes politiques totalement opposées: à ceux qui veulent défendre le «Sonferfall» et une politique de la «tour d'ivoire» s'opposent ceux qui, portés par les media, prétendent que l'idée même de Suisse est dépassée et, par conséquent, l'idée de défense nationale. Selon Kaspar Villiger, le «modèle suisse», basé sur le fédéralisme et la neutralité, conserve pourtant sa valeur, mais il conviendrait de l'adapter à l'Europe actuelle.

4. Le terrorisme

A moyen terme, les actions terroristes ne devraient pas changer fondamentalement de nature, bien que des groupes extrémistes parviendront peut-être à se procurer des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques et à faire chanter des gouvernements. En détruisant les papiers des Allemands, les résistants de la Seconde Guerre mondiale leur causeraient un tort plus grave qu'en assassinant des soldats ou des officiers. Il apparaît donc probable que le terrorisme visera les documents, les ordinateurs et les moyens de transmission, autant que les personnes.

Des cartels de la drogue, européens ou américains, disposent d'énormes moyens; les experts estiment qu'en 1991, au moins 32 tonnes d'héroïne, d'une valeur de 20 milliards de dollars, ont été introduites dans les pays du Marché commun. Pour monter l'attentat contre le juge Falcone, la mafia aurait «investi» 2,7 millions de francs suisses et employé une cinquantaine de «professionnels» pendant plusieurs semaines.

tion, sources d'énergie, centrales nucléaires, circuits de distribution), cette forme de guerre indirecte exigerait la mise en place de dispositifs de surveillance et de garde que seules les forces armées seraient en mesure de fournir. Ce qu'il faut appeler la «psychose collective de l'attentat» et les innombrables rumeurs qu'elle implique ne manqueraient pas de poser de gros problèmes aux autorités civiles.

Jusqu'à présent, ni le terrorisme, ni la guérilla n'ont réussi à s'imposer face à des autorités démocratiques résolues à lutter. Le terrorisme ressemble à un

cancer, mais on n'est pas désarmé contre la maladie. Les démocraties, sans perdre leur âme, peuvent sécréter les anticorps nécessaires. Il faut cependant que leurs dirigeants fassent preuve de courage politique. Malheureusement, ils pensent encore trop en termes nationaux, étroitement juridiques et électoralistes, alors que les terroristes et les agents de la subversion agissent au niveau de la planète, sans se préoccuper du droit.

Les Etats de l'ancienne URSS et de l'Est de l'Europe qui, jusqu'à présent, ne connaissaient pas les formes de terrorisme que l'on déplore dans les démocraties libérales, se feront-ils toucher à leur tour? Alors que Marx et Lénine se retrouvent au Goulag, l'hypothèse n'a rien d'in vraisemblable.

La crise européenne vue par Claude Smadja

La construction européenne vit une crise, alors que les citoyens des Douze prennent conscience des inconvénients de l'Europe, au moment où ils ont peur en raison de la crise générale. La puissance de l'Allemagne a été amplifiée par le processus d'intégration européenne. Les problèmes qu'elle connaît deviennent dès lors préoccupants pour le reste du continent. Le chancelier Kohl a obtenu une réunification «diabolique» sur le dos des Français et des Britanniques. Il s'agit maintenant de la digérer, ce qui explique que les pressions soient fortes sur les marchés financiers.

«Les réunions du Conseil européen ont l'air de réunions d'éclopés politiques», alors qu'il ne faut pas rester sans rien faire à attendre que la situation s'améliore.

«Contrairement à ce que bêlent les éditorialistes, l'idée démocratique se porte (...) mal. Les totalitarismes ont encore de beaux jours devant eux, puisqu'il faudra demain rétablir l'ordre, battre monnaie, si ce n'est distribuer de la soupe aux carrefours.»

François Nourrissier

Le Nouveau Quotidien, 6 octobre 1991

5. Scénarios pour l'Europe

– Hypothèse la plus favorable, mais pas la plus probable

La Communauté européenne continue à pratiquer la politique qui est la sienne au début des années 1990. Comprenant l'Allemagne agrandie et les pays de l'ancienne Association européenne de libre échange, elle évolue vers un Etat de type fédératif, doté d'un parlement fort, tant pour la politique extérieure que pour la

défense. Les autres Etats européens s'organisent en cercles concentriques autour de ce «noyau» en mettant au point des formules diversifiées d'associations.

– Hypothèse la plus dangereuse

Balkanisation de l'Europe: les républiques de l'ancienne URSS s'émiettent; la Yougoslavie se désagrège en «contaminant» les Balkans; l'Europe centrale, dominée à nouveau par l'Allemagne, voit renaître les anciens conflits de frontières et de minorités. Le continent, redevenu une mosaïque de petits Etats, se retrouve dans la situation qu'il connaissait durant les années 1930.

– Hypothèse la plus vraisemblable

L'Europe n'a pas de structures bien claires, le processus engagé au début des années 90 n'a pas vraiment abouti: l'Europe reste un ensemble dynamique difficile à définir et en perpétuelle transformation. La Communauté européenne continue d'y jouer le rôle principal, mais le dilemme «Confédération d'Etats» ou «Etat fédératif» se pose toujours d'une manière aiguë.

6. Les armées de demain

De sérieux risques subsistent dans le vieux conti-

nent: terrorisme, chantage, guerre indirecte, actions de déstabilisation ou de subversion, problèmes liés au nationalisme et au racisme, tensions Nord-Sud, intégrisme religieux, grandes migrations incontrôlées.

Celui qui veut lever un peu du voile opaque qui cache le futur doit se rappeler que la seule loi de l'histoire, c'est la surprise. «On a passé, disait Lord Carrington, ancien secrétaire général de l'OTAN, de l'état de stabilité incertaine à celui d'instabilité certaine.» Ce réalisme tout britannique, puisse-t-il inspirer des appréciations de situation exemptes des utopies pacifistes à la mode! Rien ne permet d'affirmer que notre continent ne connaîtra que la paix dans les dix ou vingt ans à venir.

Durant cette période, quelle coopération peut-on envisager entre les nations européennes? Robert Pontillon, feu le président de l'Union de l'Europe occidentale, écrivait en décembre 1991: «(...) dans le domaine de la défense, les Etats européens n'ont pas (...) de visions suffisamment communes pour pouvoir s'en remettre [pour l'emploi des armes nucléaires] à des décisions qui leur échapperaient. (...) Il est possible à l'Allemagne et à la France, de constituer des unités communes. Il semble difficile d'envisager, pour un proche avenir, qu'elles renoncent au droit de disposer de leurs forces

armées en fonction de décisions nationales.» Voilà qui contraste avec ce que «matraquent» nos media!

Les gouvernements européens se montrent encore très divisés concernant leurs conceptions de la défense. Une Union de l'Europe occidentale opérationnelle, qui prendrait la relève de l'OTAN, ce n'est pas pour demain, surtout avec les problèmes posés par le traité de Maastricht. En janvier 1992, François Mitterrand déclarait: «Concevoir une doctrine nucléaire européenne deviendra vite une des questions majeures de la constitution d'une défense européenne.»

Pourtant, vu les coûts énormes des nouvelles technologies militaires, chaque Etat européen pourra-t-il financer toutes les composantes nécessaires d'une défense militaire crédible? Ne faudra-t-il pas envisager une répartition internationale des charges, ainsi qu'une force d'intervention rapide européenne? En effet, un hélicoptère de type *Tigre*, projet franco-allemand en développement, devrait revenir à quelque 25 millions de francs suisses la pièce; le coût d'un *Rafale* avoisinerait 62 millions, alors que le *Mirage III* ne coûtait que 7,2 millions des années 1975. Un satellite *Helios* coûterait 2 milliards aux caisses publiques.

7. Conséquences pour la Suisse

«Pas d'image de la menace, pas d'armée.»

Cdt C Jörg Zumstein

La mission première de notre armée reste avant tout de se montrer capable de défendre le territoire, car ce n'est qu'à cette condition qu'elle restera un instrument crédible de dissuasion. Gouverner, c'est prévoir le pire, afin d'être en mesure, le cas échéant, d'y faire face avec efficacité. La menace, que sera-t-elle dans dix ou quinze ans? Aucun expert ne peut le dire. Il faut donc prévoir le pire très longtemps à l'avance, définir les moyens susceptibles d'y faire face. Qui peut prétendre que la montée des nationalismes en Europe, le chaos économique n'amèneront pas une situation similaire à celle qui prévalait en 1914 ou dans les années 1930 ?

Dans un contexte de défense européenne plus ou moins intégrée, la domination du secteur actuel de notre corps d'armée de montagne restera une mission importante. N'est-ce pas, peut-être, la seule partie de notre territoire qui présente un intérêt stratégique à l'échelle du continent?

Un problème, beaucoup de politiciens suisses, même appartenant à des partis bourgeois, l'ignorent trop souvent: celui des délais incompressibles dans le domaine de la défense. Un

Menaces et risques selon Kaspar Villiger

- Les secteurs «chauds» au sud-est de l'Europe, pas seulement la Yougoslavie, mais l'ensemble des Balkans, la Turquie et l'Iran.
- L'économie précaire à l'est de l'Europe, car il n'y aura pas de stabilité en Europe sans stabilité dans cette zone.
- Un putsch à Moscou détruirait l'espoir d'une architecture de sécurité stable en Europe.
- Menace pernicieuse venant du Sud (fondamentalisme, présence d'armes balistiques).
- Terrorisme et subversion par les grands cartels de trafiquants de drogue.
- Atteintes graves à l'environnement (par exemple de nouveaux Tchernobyl).

système d'arme demande dix à douze ans pour être mis au point et introduit à la troupe. Pour construire un char ou un avion, il faut sept à huit ans. Pour rendre opérationnelle une division

dotée de nouvelles structures, il faut trois à quatre ans. La défense doit donc être un effort continu: on ne peut pas transformer le système, chaque fois que la situation évolue.

Un scénario en termes journalistiques

Environ 300 000 réfugiés se trouvent en Suisse: les capacités d'accueil sont saturées. A Kloten et à Cointrin où le trafic est chaotique, de nombreux avions de ligne, sans plan de vol, se posent déchargeant des flots de réfugiés. Les aéroports sont devenus des «camps de transit» où les conditions deviennent dramatiques. Les communications ferroviaires sont gravement perturbées puisque, dans les grandes gares, des candidats à l'asile bloquent les voies, exigeant que les autorités suisses règlent immédiatement leur cas.

Dans les principales villes du pays, attentats terroristes, manifestations et contre-manifestations, batailles de rue, pillage, effondrement des systèmes de communication. Les forces de police sont débordées, tandis que des milices privées se forment pour «protéger» la population résidente.

De gros «dividende de la paix» apparaissent bien délicats à réaliser. Des actionnaires raisonnables ne renoncent pas à des investissements, à la constitution de réserves sous prétexte que les affaires vont bien. Il faut donc avoir le courage d'admettre que le budget militaire ne peut pas encore être réduit à la portion congrue, que des armements modernes restent indispensables, comme l'entraînement des troupes et des états-majors à mener des opérations dans le contexte d'une guerre moderne sur laquelle planera toujours la menace nucléaire et chimique.

Toute crise due à des migrations incontrôlées ou à une montée du fanatisme dans des colonies étrangères en Suisse implique des désordres qui amèneraient le Conseil fédéral à engager des troupes dans des actions de garde ou de barrage pour soulager les forces de police. Peut-on envisager un tel engagement sans que les formations aient reçu l'instruction et la préparation indispensables?

Pour que nos formations soient à même de remplir



Tiré de Look Japan, novembre 1992.

les missions qui pourraient leur être confiées, il faut, entre autres, que les hommes aient reçu une éducation militaire fondée sur deux axiomes contradictoires: l'armée ne peut pas méconnaître l'évolution de la société, mais l'éduca-

tion du soldat ne peut pas être identique à celle du jeune homme dans la vie civile. Sans éducation militaire, pas d'armée! Il semble que l'on oublie en haut lieu cette constante...

H. W.